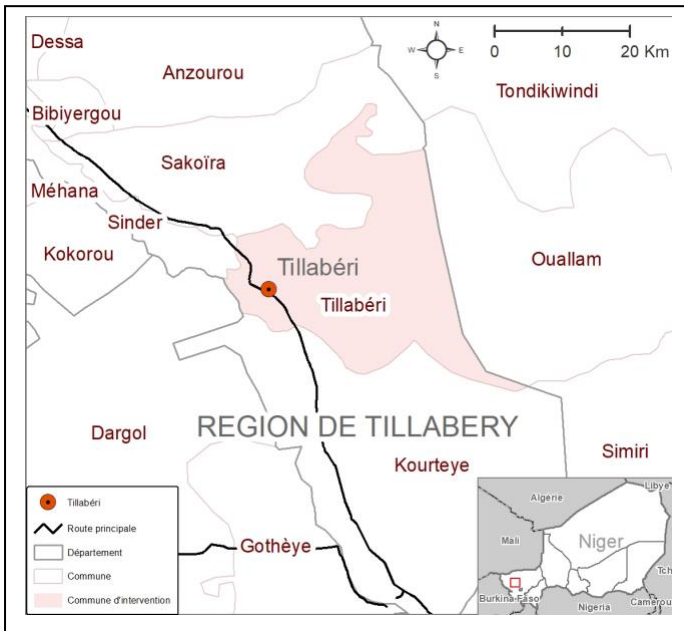


Rapport d’Evaluation Rapide de Protection (ERP)
Région de Tillabéri, Département de Tillabéri, Commune urbaine de Tillabéri



Dernière mise à jour	06/08/2019
Localités affectées	Inates
Coordonnées GPS	Latitude : 14,19532 Longitude : 1,47661
Déclencheur de l'ERP	Alerte concernant les mouvements des populations
Méthodologie	2 Focus groups (1 avec les hommes et adolescents et 1 avec les femmes et adolescentes) et des entretiens individuels
MSA effectuée	Par l'équipe RRM de DRC base de Tillabéri, du 05/08/2019 au 06/08/2019
Principales conclusions	Nouveaux arrivés de nationalité nigérienne, risque de protection élevé.
Thèmes documentés	Protection de l'enfance, sentiment de sécurité, Blessure physique/Traumatisme, liberté de mouvement et documentation civile, cohésion sociale, l'accès humanitaire, PBS

Aperçu de la situation, actions en cours et recommandations principales

La recrudescence des incursions et des attaques des hommes armés non étatiques dans la commune d'Inates sont les raisons qui ont poussé les populations du village d'Inates à se déplacer pour s'installer dans la ville de Tillabéri. Ce déplacement des populations fait suite à plusieurs incidents sécuritaires enregistrés dans leur localité d'origine. En effet dans la nuit du 26 Avril 2019 le chef de groupement d'Inates et un de ses parents ont été assassinés par des hommes armés non identifiés à bord des motos. En plus, l'explosion d'un véhicule de transport sur une mine sur la route d'Inates le 3 Mai 2019 a fait 4 morts et 4 blessés dans la commune d'Inates. A ceux-là s'ajoute l'attaque de la base militaire d'Inates par les groupes armés non étatiques le 01 juillet 2019 faisant 18 morts et 43 blessés dans les rangs des militaires. Par ailleurs, l'assassinat du chef de groupement intérimaire d'Inates dans la journée du 15 Juillet 2019 et les vols des troupeaux d'animaux par les groupes armés non étatiques. Tous ces incidents ont obligé les populations d'Inates à quitter pour s'installer au quartier Toula dans la ville de Tillabéri où ils se sentent plus en sécurité, Tillabéri étant le chef-lieu, identifié comme sécurisé davantage par les populations.

Ce déplacement a touché 64 ménages, composés majoritairement des enfants et des femmes. En effet, le déplacement s'est fait en deux vagues : la première vague composée de 14 ménages était venue vers le 22 mai, tandis que la deuxième vague de 50 ménages est arrivée en fin Juillet 2019.

Actions en cours :

L'équipe RRM de DRC base de Tillabéri a conduit du 05 au 06 Août 2019 les activités suivantes :

- Une évaluation multisectorielle (MSA) pour évaluer les besoins des déplacés ;
- Une évaluation rapide de protection (ERP) afin d'évaluer les risques de protection ;
- Des identifications des cas de protection nécessitant une assistance immédiate.

Recommandations principales :

- Identifier les enfants déscolarisés afin d'assurer leur réinsertion dans le système scolaire dans la rentrée ;
- Identifier les enfants qui n'ont pas des documentations civiles en vue préparer un plaidoyer pour l'organisation d'audience foraine d'état civil ;
- Créer des AGR pour permettre à la population de mettre en place des mécanismes de résilience sûr

Thème	Description	Recommandations
<p>Sentiments de sécurité et sureté de la population déplacée sur le nouveau site, l'accès à l'information</p>	<p>Selon les résultats des focus groups, les déplacés affirment se sentir plus en sécurité sur le site que dans leur village d'origine. Néanmoins, ils expriment leur inquiétude d'être attaqués à nouveau, ce qui explique leur dispersion dans le quartier au lieu de former un site à un seul endroit. Ce qui les obligea à s'installer dans des familles d'accueil et dans des maisons de location malgré leurs maigres ressources.</p> <p>L'information reste le moyen le plus indispensable pour prévenir les incidents de protection. En effet, les déplacés affirment qu'ils partagent l'information grâce au bouche à oreille et quelques grâce aux téléphones portables.</p>	<p>Cluster Protection</p> <p>Mise en place de comité de protection afin d'appuyer l'identification es personnes à besoins spécifique et la mise en place d'activité de prévention</p>
<p>Protection de l'enfance</p>	<p>La problématique de la protection est la principale préoccupation des parents. En effet, les enfants n'arrivent pas à s'adapter à la nouvelle situation. Il ressort du focus group avec les femmes que ces enfants n'arrivent pas à s'intégrer dans la communauté et se renfermant sur eux mêmes. Ceci s'explique par le manque d'espace des jeux et par manque des activités pour les adolescents, ce qui les oblige à rester groupés contrairement dans leur village où ils avaient une liberté de jouer dans des grands espaces villageois.</p> <p>La non-fréquentation scolaire rend les enfants plus vulnérables, d'après les personnes interviewées, depuis le début du déplacement plus de 40 élèves sont déscolarisés. Il faut aussi noter qu'il y a des enfants orphelins qui ont perdu leurs parents suite à l'explosion d'un véhicule de transport sur une mine.</p>	<p>Cluster Protection</p> <p>Créer un cadre de loisir pour permettre aux enfants de s'épanouir</p> <p>Acteurs Education</p> <p>Plaidoyer au niveau des inspections pour la réinscription des enfants déplacés à la rentrée prochaine.</p>
<p>Blessures physiques, traumatismes psychologiques</p>	<p>4 personnes blessées lors de l'explosion d'une mine dont une fille de 17 ans gravement blessée (fracture au pieds et brûlures). Les trois personnes légèrement blessées sont guéries et la fille est prise en charge par la Comité International Croix Rouge (CICR).</p> <p>La perte en vies humaines de 7 personnes ciblées (dont 2 leaders communautaires) ainsi que la perte de leurs biens ont eu pour effet le traumatisme et le stress au sein de cette population.</p> <p>En effet, il ressort du focus avec les femmes que les déplacés sont traumatisés par ces pertes humaines et matérielles et surtout par la méconnaissance de leur sort face à la nouvelle situation.</p>	<p>Acteurs de protection et acteurs psychosociaux</p> <p>Intensifier les activités des prises de soutien psychosociale au profit des déplacés</p>

<p>Liberté mouvement et documentation civile</p>	<p>Il ressort des focus groups que le mouvement n'est pas limité, parce qu'il n'y a pas de restriction de mouvement dans la ville de Tillabéri. Néanmoins la peur et le traumatisme règne dans cette communauté.</p> <p>S'agissant de la documentation civile, les personnes interviewées affirment que 90 % des hommes possèdent la documentation civile contre 30% des femmes. Ceci s'explique du fait que les femmes n'y accordent pas une grande importance. Ce qui pourrait limiter leur libre mouvement et les exposer aux tracasseries policières lors des voyages.</p>	<p>Autorités</p> <p>Plaidoyer auprès des acteurs compétents pour appuyer des sensibilisations et journées foraines de délivrance des pièces d'état civil</p>
<p>Accès humanitaire et mécanisme d'adaptation</p>	<p>Les déplacés ont accès aux services sociaux de base tel que la santé et l'eau potable. Sur le plan sanitaire les déplacés affirment fréquenter deux centres de santé à savoir le centre mère/ enfant et l'hôpital régional. Mais la fréquentation est difficile pour certains déplacés à cause de manque de moyens financiers, même si les consultations sont gratuites pour les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes, ce n'est pas le cas des remèdes prescrits par ordonnances.</p> <p>Quant au secteur de l'eau, hygiène et l'assainissement, les déplacés soulignent quelques difficultés. En effet, il existe deux points d'eaux fonctionnels dans le quartier mais l'approvisionnement n'est pas gratuit (2 bidons de 25 litres à 25 FCFA). D'autres difficultés sont liées aux manques des récipients permettant de stocker et de transporter l'eau potable. L'insuffisance des latrines dans les familles d'accueil et les maisons de location contribue à la défécation à l'air libre, ce qui expose certains déplacés à des risques des maladies surtout en cette période hivernale.</p> <p>Quant au mécanisme d'adaptation les déplacés affirment qu'ils s'entraident entre eux. Depuis leur arrivée, 14 seulement ménages vulnérables ont reçu une assistance ponctuelle en vivres de la part de l'équipe Protection/DRC. Ils expriment leur inquiétude car tous leurs troupeaux ont été emportés par Les GANE et ils n'exercent aucune activité génératrice de revenu leur permettant de répondre aux besoins de leurs familles.</p>	<p>Cluster Wash</p> <p>Construire des latrines familiales dans les familles d'accueil</p> <p>Acteurs Santé</p> <p>Renforcer les sensibilisations sur l'importance de la fréquentation de centre de santé</p> <p>Acteurs SECAL</p> <p>Assister les ménages le plus vulnérables en vivres et appuyer la mise en place d'activités génératrices de revenus.</p>
<p>Risques de cohésion sociale</p>	<p>D'après les personnes interrogées, les déplacés et les populations hôtes vivent en harmonie. Néanmoins il existe des risques d'incompréhension entre les enfants hôtes et les déplacés, le plus souvent au niveau des points d'eaux. Ce pourrait être une source de tension entre les deux communautés.</p>	<p>Cluster Protection</p> <p>Intensifier la sensibilisation sur la cohésion pacifique entre les déplacés et les populations hôtes.</p>

<p>PBS</p>	<p>Les personnes à besoins spécifiques sont les plus affectées par cette situation au vu de leur vulnérabilité. Ainsi, lors des focus groups un certain nombre de cas ont été identifiés par la communauté.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 13 enfants orphelins (8 dont les parents ont été victimes d'explosion d'une mine) vivant dans des familles vulnérables. ➤ 10 personnes âgées sans soutien ; ➤ 5 familles monoparentales sans soutien <p>Tous ces cas de PBS ont été identifiés par DRC pour une assistance de protection individuelle et / ou référencement.</p>	<p>Cluster Protection</p> <p>Identifier d'autres PBS et leur assurer une prise en charge adéquate</p>
------------	--	--